



TOUS ET TOUTES EN GRÈVE LE 22 MARS

Les organisations syndicales CFTC, CFE-CGC, CGT, FA-FP, FO, FSU et SOLIDAIRES, réunies ce jour, contiennent d'inscrire résolument leur action dans la préparation de la journée de grève et de manifestations du 22 mars 2018.

Elles œuvrent collectivement à **mobiliser les fonctionnaires et agents publics à travers une pétition** qui rappelle leurs revendications communes.

Elles expriment leur **incompréhension et leur indignation face au silence du gouvernement qui ne respecte pas les obligations légales de négocier dans le cadre du préavis de grève.**

Elles rappellent leurs **revendications pour la défense de la fonction publique, du statut général des fonctionnaires, des emplois publics et pour l'augmentation des salaires des agents publics.**

A l'inverse des orientations inquiétantes portées par le gouvernement ainsi que celles contenues dans le programme « Action publique 22 », la qualité des services publics à rendre aux usagers sur l'ensemble du territoire, la défense de l'intérêt général, nécessitent un plan ambitieux de créations d'emplois qualifiés pérennes et de qualité dans les nombreux services qui en ont besoin, une plus grande reconnaissance du travail et des missions exercées par les agents-es et une amélioration significative de leurs salaires. Elles nécessitent aussi des discussions pour un nouveau plan de titularisation des contractuel-es et de nouvelles mesures pour combattre la précarité et non pour favoriser son extension.

Elles engagent les personnels à tout mettre en œuvre pour réussir la journée du 22 mars 2018 et à débattre dans l'unité la plus large possible des perspectives à venir.

Conformément à la réglementation en vigueur, les organisations CFTC, CGC, CGT, FAFP, FO, FSU et Solidaires exigent :

- une négociation salariale immédiate pour le dégel de la valeur du point d'indice, le rattrapage des pertes subies et l'augmentation du pouvoir d'achat ;
- l'arrêt des suppressions d'emplois et les créations statutaires dans les services qui en ont besoin ;
- un nouveau plan de titularisation des contractuel-les, de nouvelles mesures pour combattre la précarité ;
- des dispositions exigeantes pour faire respecter l'égalité professionnelle ;
- l'abrogation du jour de carence ;
- la défense et la pérennisation du système de retraite par répartition.
- la préservation du statut général des fonctionnaires pour répondre aux besoins de la population sur l'ensemble du territoire et garantir l'égalité entre les usagers-es



**Le Gouvernement a annoncé qu'il changeait le modèle social dans notre pays,
en réalité, il le casse.**

Face à ces **attaques coordonnées**, ce **22 mars 2018** voit des **mobilisations se construire et s'étendre** dans de nombreux secteurs (**Énergie, EDF, GDF, Cheminots, Commerce, Métallurgie, Air France ...**)

Cette politique se traduit dans le Jura par :

- des suppressions de services à la maternité à l'hôpital de Saint-Claude,
- des suppressions de services de dépannage à Enedis et GRDF,
- des suppressions de services des routes qui dégradent les conditions de circulation et de déneigement,
- des suppressions d'emploi au Conseil départemental,
- des suppressions de services d'urgences (SMUR) à l'Hôpital de Dole,
- des suppressions d'emplois à Saint-Yllie,
- la suppression du service de cartes grises en préfecture,
- le manque de moyen en personnels dans les EHPAD (revendication : un agent pour chaque patient/résident)...
- des suppressions de postes d'emploi-aidés dans l'éducation nationale

Les organisations signataires appellent à la réussite de ces luttes en prenant part aux manifestations départementales à :

Dole : 10h30 sous-préfecture

Saint Claude : 10h30 sous-préfecture

Lons : 15h30 Place de la Liberté